

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) Primeo Energie à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Primeo Energie.
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Veuillez compléter les champs marqués *

INFORMATIONS CONCERNANT LE DEBITEUR

Votre Nom*
Concepcion JOUVE

Raison sociale : CAVE COOP VIGNERONS ST
JULIEN PEYROLAS

Votre adresse
2292 RTE DE BARJAC
30760
SAINT-JULIEN-DE-PEYR
OLAS

Adresse de votre banque Crédit Agricole du Languedoc

IBAN

FR76 11350 6100 0000 2344 9400 170

Numéro d'identification international du compte bancaire - IBAN (International Bank Account Number)

BIC

AGRIFRPP835

Code international d'identification de votre banque - BIC (Bank Identifier code)

INFORMATIONS CONCERNANT LE CREANCIER

Nom du créancier

PRIMEO ENERGIE FRANCE
8 place Boulnois,
75017 PARIS

Identifiant Créancier SEPA : FR 02 ZZZ 80A2FC
IBAN : FR 76 1005 7190 4800 0998 2160 378

Banque du créancier

CIC TOULOUSE GRANDES ENTREPRISES
CMCIFRPP

Fait à *

Pour CAVE COOP VIGNERONS ST JULIEN PEYROLAS

Le *20/09/2021

**SCA CAVE COOPÉRATIVE
DES VIGNERONS
DE SAINT-JULIEN DE PEYROLAS**

2292 Route de Barjac
30760 SAINT-JULIEN DE PEYROLAS

Tél. 04 66 82 18 58
Email : cave.gairidel@wanadoo.fr

Siret N° 775 935 208 00014 - N° TVA FR24 775935208 - APE 1102B

(Signature)



Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.
Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.